

Les crédits

nous racontaient des femmes de tous âges et de toutes races.

Prises séparément, toutes ces affaires ne semblent avoir aucun lien entre elles. Même si les circonstances diffèrent, elles forment quand même un tout dont le gouvernement fédéral devrait avoir honte.

Imaginez le cas d'un jeune garçon de 12 ans de Toronto tout à coup devenu agressif et agité. Ses parents qui travaillent tous deux ont cherché conseil auprès d'un psychologue. On a découvert alors que cet enfant était débordé par les responsabilités d'adulte qu'on lui confiait, car la famille ne pouvait se permettre ni trouver un service de garde d'enfants. Le jeune garçon passait donc quatre heures par jour à s'occuper de son petit frère et de sa petite soeur. Son adolescence disparaissait rapidement à cause du fardeau qu'on lui imposait.

Il n'avait pas le temps de jouer avec ses amis. Il ne pouvait avoir du temps à lui. Même ses parents étaient trop épuisés par leur journée de travail et trop préoccupés par le paiement des factures pour comprendre ses besoins. Cet enfant était devenu le symbole du programme national de garderies promis si souvent par le gouvernement et dont le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social a eu le culot d'annoncer la suppression quelques heures avant la présentation du budget. C'était vraiment un bien triste jour pour le Canada.

Voici ce qu'on lisait dans l'éditorial du 1^{er} mars du *Winnipeg Free Press* intitulé «Retrait des services de garde d'enfants»; je vais vous citer le premier paragraphe:

Il est tragique pour les parents de jeunes enfants et les jeunes qui espéraient élever une famille que les sondages montrent que les Canadiens ne considèrent plus un programme national de garderies comme une priorité. Le ministre de la Santé, Benoît Bouchard, prétend que les sondages sont clairs là-dessus.

L'éditorial ajoute:

Cependant, il est tout à fait cynique d'utiliser cette excuse pour abandonner les promesses que le gouvernement a faites pour obtenir le vote des électeurs en 1984 et 1988; c'est là une politique qui manque de vision et pourrait être dangereuse.

Permettez-moi de citer à nouveau un passage de la chronique de Leonard Shifrin dans le numéro du 13 mars 1992 du *Free Press*; voici:

La décision de réduire le taux de surtaxe afin de donner 450 \$ de plus aux gens gagnant 100 000 \$ et 40 \$ de plus aux Canadiens gagnant 25 000 \$ coûtera au Trésor 1,2 milliard de dollars l'année prochaine, ce qui équivaut à trois fois le coût d'un programme national de garderies.

Un gouvernement qui peut se permettre autant de largesse pour les riches n'a pas à choisir entre l'accroissement des places dans les garderies et la lutte contre les abus dont sont victimes les enfants.

À Winnipeg, une mère seule qui vit de l'assistance sociale a été jugée pour la mort de son jeune fils. Elle a été acquittée. Le juge lui a présenté des excuses pour les souffrances qu'elle a dû endurer. Le garçon, un de ses deux enfants, était mort en montant sur la cuisinière alors que sa mère s'était absentée pour aller faire le lavage. La

police a trouvé un appartement très propre où il y avait des jouets, mais très peu de meubles. On a découvert que cette femme avait déjà été prise à voler de la pommade contre les brûlures des couches et qu'elle avait mis en gage ses meubles pour acheter de la nourriture pour ses bébés. Une bien triste affaire, en fait.

Combien d'entre nous veulent vieillir? Vous placez-vous devant votre miroir et souhaitez-vous que votre visage soit davantage ridé et que les saisons passent plus rapidement? Pourtant, il y a des habitants des régions rurales qui attendent impatiemment d'être vieux pour pouvoir se sortir de la pauvreté. Il s'agit principalement de femmes vers la fin de la cinquantaine ou dans la soixantaine. Elles manquent souvent de compétences professionnelles ou ont du mal à se tailler une place sur le marché du travail, où l'on recherche surtout des jeunes. Habituellement, elles sont seules, leur mari est mort et leurs enfants ne veulent pas ou ne peuvent pas les aider. Elles ont vécu pendant la guerre. Elles ont beaucoup contribué à la prospérité du Canada; pourtant, elles n'en partagent pas les avantages. La plupart n'ont pas droit aux prestations du Régime de pensions du Canada. Certaines sont admissibles à l'allocation au conjoint d'un pensionné, ce qui n'est pas beaucoup d'argent, mais c'en est beaucoup pour ces femmes qui n'ont rien. Cela les aide à conserver leur dignité malgré une pauvreté abjecte.

Pour la plupart des gens, 65 ans est synonyme de retraite. Ils peuvent s'adonner aux lectures qu'ils ont toujours voulu faire, se livrer à de nouveaux passe-temps, jouer au golf, visiter leurs petits-enfants et voyager. C'est l'âge d'or. Pour les femmes qui ont hâte de vieillir, 65 ans est synonyme de pension de vieillesse.

La semaine dernière, une association de retraités fédéraux s'est rendue à Ottawa pour rencontrer des députés du caucus libéral et parler de leurs craintes. Une des femmes a dit combien il était difficile pour les personnes âgées de payer les frais d'entretien de leur maison. Auparavant, elles pouvaient demander des subventions d'entretien de maison auprès de la SCHL, mais ce programme de subventions a été annulé. Lorsqu'une personne ne peut pas payer les frais d'entretien de sa maison, elle est habituellement obligée de la vendre. Où peut-elle aller ensuite lorsque le gouvernement renonce aux engagements qu'il a pris envers le logement social, qui constitue souvent la seule solution de rechange pour beaucoup de personnes âgées?

Pour conclure, permettez-moi de dire que l'équité salariale constitue un autre problème. Je soutiens que la Charte des droits et libertés devrait garantir l'égalité tout de suite, et non pas plus tard. Si le gouvernement voulait aider, il le pourrait. Les femmes du Canada ont besoin de l'aide du gouvernement; pourtant, avec ce budget, elles ont eu moins que rien. La prestation intégrée pour enfants est une fraude. Le programme de garderies a été